



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, De l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92013 NANTERRE CEDEX

Nanterre, le 06/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS FOURS ET REFRACTAIRES

92/96 rue Paul Lescop
92000 NANTERRE

Code AIOT : 0006517982

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2022 dans l'établissement SAS FOURS ET REFRACTAIRES implanté 92/96 rue Paul Lescop 92000 NANTERRE. L'inspection a été annoncée le 05/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS FOURS ET REFRACTAIRES
- 92/96 rue Paul Lescop 92000 NANTERRE
- Code AIOT : 0006517982
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

SAS Fours et Refractaires est implantée en zone industrielle à Nanterre depuis 1934 et réalise des activités de négoce, distribution et fabrication de produits réfractaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'actualité relative à l'activité et à la situation administrative du site,
- les suites de la dernière inspection en date du 08/03/2021,
- la pollution atmosphériques,
- les moyens de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
0	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8.4.1	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8.3.2	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 4.6.12	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Registre de déchets	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 5.1.6	Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 4.6.4	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8.2.1.2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 3.2.3	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.3.1	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Valeurs limite	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 7.2.1	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Niveaux limites de bruits	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 7.2.2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 4.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8.1.2	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.1.1	Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en place de registre de déchets sur le site, point pour lequel l'inspection propose une mise en demeure. Concernant la gestion des eaux, SAS Fours et Réfractaires a déposé une demande de modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016 qui sera analysé dans un autre rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 0 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:</p> <ul style="list-style-type: none"> — du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part, — du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; — du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Non-conformité A : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les aménagements nécessaires afin de pouvoir retenir les eaux d'extinction d'un incendie sur le site, conformément à l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un descriptif des moyens prévus en vue de retenir les eaux d'extinction d'un incendie et l'échéancier de réalisation des travaux associés.</p> <p>Constats : Par courriel du 27/09/2021, l'exploitant indiquait avoir entamé une demande d'aide financière à l'Agence de l'eau Seine-Normandie concernant les travaux à effectuer. Le dossier à transmettre devait contenir l'avis des services d'intervention et de secours sur la nature des travaux projetés. La BSPP ayant indiqué ne donner d'avis qu'à la DRIEAT, l'exploitant s'est rapproché de l'inspection afin d'obtenir cet avis. L'inspection indique transmettre une note au préfet pour saisir la BSPP en parallèle de ce rapport d'inspection. L'exploitant devra transmettre les justificatifs à l'inspection à chaque étape de l'avancement du projet (validation, exécution et réception).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section § du chapitre VI du titre II de livre IT de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Non-conformité B : Il est demandé à l'exploitant de fournir les mesures prises ou prévues afin de mettre les installations électriques en conformité, conformément à l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques réalisé par APAVE en date du 10/05/2022. Celui-ci fait état de 67 observations. L'exploitant transmet par courriel du 12/07/2022 2 bons de commande réalisés par la société ALL DECOR et datés du 12/07/2022 concernant la réalisation des travaux de mise en conformité au niveau des bureaux. Par ailleurs, l'exploitant transmet également un rapport de thermographie infrarouge réalisé par ESO IDF en date du 21/04/2022. Celui-ci fait état de 3 observations de degré de priorité 2. L'exploitant devra transmettre le PV d'intervention lorsque les travaux de mise en conformité auront été réalisés ainsi qu'un échéancier de mise en conformité concernant la levée des autres non-conformités.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 4.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Types d'effluents, ouvrages d'épuration et rejets au milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. [...]</p> <p>Non-conformité B : Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le descriptif de ce dispositif de traitement, ses caractéristiques en termes de performance de traitement, et le calendrier de mise en place.</p> <p>Constats : Par courrier du 02/06/2021, l'exploitant transmet une demande de modification de prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016 concernant la gestion des rejets aqueux. Cette demande fera l'objet d'un autre rapport de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 4.6.12
Thème(s) : Risques chroniques, Types d'effluents, ouvrages d'épuration et rejets au milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : [...] Non-conformité D : Les dernières mesures sur les eaux pluviales non polluées présentent des dépassements sur les MES. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les mesures nécessaires afin de s'assurer du respect des valeurs limites prévues dans l'article 4.6.12 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016. Non-conformité E : Il est demandé à l'exploitant de faire mesurer le débit de fuite des eaux pluviales vers le milieu naturel conformément à l'article 4.6.12 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016.</p> <p>Constats : L'exploitant transmet par courriel du 12/07/2022 le rapport d'analyse des eaux résiduaires, réalisé par APAVE en date du 15/03/2022. La valeur en MES mesurée (140 mg/l) respecte la valeur limite imposée dans l'article 4.6.11 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016.</p> <p>Concernant le débit de fuite, l'exploitant transmet les calculs de débits en m³/j sur les 2 points de rejets du site alors que le débit de fuite imposée par l'article 4.6.12 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016 concerne les eaux exclusivement pluviales (eaux infiltrées par puisards) et doit s'exprimer en l/s/ha.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le débit de fuite d'infiltration des eaux dans les puisards du site, conformément à l'article 4.6.12 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Registre de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Principes de gestion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. [...] Non-conformité G : L'exploitant ne tient pas à jour le registre des déchets. Il est demandé à l'exploitant de créer un registre papier ou informatique des déchets évacués du site conformément à l'article 5.1.6. de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016.</p> <p>Constats : Aucun registre de déchets n'est mis en place sur le site. L'exploitant devra se conformer à l'article 5.1.6 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016 en mettant en place un registre chronologique des déchets sortants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8.2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...]L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article ; - d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...]</p> <p>Observation 2 : Il est demandé à l'exploitant de vérifier qu'il n'y a bien qu'une seule bouche d'incendie aux abords du site et de mettre à jour le plan du site affiché dans les installations en conséquence.</p>
Constats : Par courriel du 11/07/2022, l'exploitant transmet un plan comprenant bien une seule bouche à incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>Observation 3 : L'exploitant devra veiller à respecter le débit horaire des effluents atmosphériques de chacun de ses exutoires conformément à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016.</p>
<p>Constats : Par courriel du 11/07/2022, l'exploitant transmet le rapport de mesure des rejets atmosphériques, réalisé par APAVE et daté du 29/04/2022. Le point de contrôle CH1 n'a pas été contrôlé car ces installations, correspondant à la fabrication de béton, sont à l'arrêt suite à une diminution du panel d'activités de SAS Fours et Réfractaires.</p> <p>Les mesures sont conformes aux valeurs limites d'émission imposées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 10.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. [...] Observation 4 : Il est rappelé à l'exploitant que, conformément à l'article 10.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016, il doit analyser et interpréter les résultats de mesure qu'il réalise.
Constats : L'exploitant analyse ses résultats et adapte son activité en conséquence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. Observation 5 : Les valeurs de mesures des émissions sonores sont proches des limites admissibles d'émergence au point en ZER lors du fonctionnement spécifique de l'atelier de fabrication de béton. Il est demandé à l'exploitant de veiller à la limitation des émissions de bruit lors de l'utilisation des machines dans cet atelier.
Constats : L'exploitant fait réaliser des campagnes de mesures de bruit tous les 3 ans, conformément à l'article 10.2.7 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016. La prochaine campagne aura lieu durant l'année 2022. SAS Fours et Réfractaires ne réalisant plus de fabrication de béton, le point en ZER concerné par des valeurs de mesures importantes lors de la dernière campagne de mesures ne fait par conséquent plus l'objet d'une émergence significative.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Niveaux limites de bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Observation 6 : Les valeurs de mesures des émissions sonores sont proches des limites admissibles pour le point P2 en limite de propriété. Il est demandé à l'exploitant de fermer la porte de l'établissement lors de l'utilisation des équipements bruyants.
Constats : L'exploitant fait réaliser des campagnes de mesures de bruit tous les 3 ans, conformément à l'article 10.2.7 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016. La prochaine campagne aura lieu durant l'année 2022. L'exploitant déclare fermer la porte de l'établissement lors de l'utilisation des équipements bruyants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs où tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, fossés, canalisation...) - le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). Demande complémentaire 1 : L'exploitant transmet un plan des réseaux du site, conformément à l'article 4.5.2 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016
Constats : Par courriel du 11/07/2022, l'exploitant a transmis un plan des réseaux du site mis à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des risques technologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Non-conformité H : Le plan présenté par l'exploitant ne matérialise pas la zone de stockage de quartz. L'exploitant devra compléter son plan afin qu'il fasse apparaître chaque zone de stockage du site, conformément à l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016.
Constats : L'exploitant a présenté un plan affichant toutes les zones de stockage du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Identification des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2016, article 6.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Substances et produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier : — les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site. Observation 1 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un extrait de l'état des stocks des substances présentes sur le site, conformément à l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016.
Constats : L'exploitant a présenté en séance un extrait de l'état des stocks des substances présentes sur le site, conformément à l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30/05/2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet